

Christine Buchholz, membre du Bundestag

19.05.2021

### **Discours sur l'EUTM au Mali : La mission de formation de la Bundeswehr attise les braises au Sahel**

Christine Buchholz (LA GAUCHE): Madame la Présidente ! Mesdames et Messieurs ! Nous débattons ici aujourd'hui de l'intervention de la Bundeswehr dans le cadre de la mission de formation EUTM au Mali. Des militaires de la Bundeswehr doivent assurer la formation de l'armée malienne, mais également des forces armées régulières au Niger et au Burkina Faso. À cette fin, le gouvernement fédéral souhaite augmenter le plafond de 450 à 600 soldates et soldats allemands.

Depuis fin 2019, plus de 600 personnes ont été tuées par les forces de sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Human Rights Watch et les Nations-Unies font état d'exécutions extrajudiciaires, fréquemment sous couvert d'opérations dites « antiterroristes ». Ainsi, les populations sont précisément victimes de ceux que vous voulez entraîner – je cite – jusqu'à ce qu'ils soient opérationnels pour la lutte antiterroriste aux côtés de l'armée française. Quiconque continue de fournir des équipements, de conseiller et de former militairement ces armées, endosse une coresponsabilité.

(Applaudissements des rangs de la GAUCHE)

Le président Keïta qui bénéficiait de l'appui du gouvernement fédéral a été destitué par l'armée malienne suite aux manifestations populaires d'août dernier. Un gouvernement de transition a été désigné sous la pression insistante de la communauté internationale. Au nom de la prétendue stabilité, la communauté internationale a consenti à la présence de militaires dans des positions-clés. Le gouvernement de transition a été dissout récemment. Dans de nombreux secteurs de la société, les postes de pouvoir sont toutefois occupés par des militaires. Ce mois-ci, le personnel de l'hôpital Gabriel Touré a manifesté contre le remplacement de son directeur par un militaire. Nous, le groupe parlementaire de la GAUCHE, disons : la démocratie, le progrès social et la sécurité ne peuvent pas être imposés de l'extérieur.

(Applaudissements des rangs de la GAUCHE)

D'ailleurs, le gouvernement fédéral ne poursuit même pas cet objectif, comme en atteste Wolfram Lacher de l'Institut allemand pour la politique et la sécurité internationales (Stiftung Wissenschaft und Politik). L'intérêt servi par l'engagement allemand au Mali est – je cite – « de souligner la solidarité de l'Allemagne avec ses alliés, principalement la France, et de montrer que l'Allemagne est prête à assumer une responsabilité internationale. » Comme en Afghanistan, la préoccupation n'est pas de répondre aux besoins de la population sur place. La préoccupation est de freiner la migration et de renforcer l'influence géopolitique de l'Allemagne dans le monde. C'est une chose à laquelle nous nous opposons !

(Applaudissements des rangs de la GAUCHE)

La formation davantage axée sur l'intervention par la Bundeswehr et la formation de forces spéciales conduisent à la militarisation des conflits. Elles ne sont pas une solution aux problèmes, bien au contraire : elles relèguent au second plan les initiatives civiles qui existent aussi au Mali.

Au Mali, il y a des syndicats qui luttent en ce moment même contre la pauvreté ou pour des salaires plus élevés. Et il y a des mouvements qui militent en faveur des droits des citoyens et de l'équilibre entre les ethnies. Il existe également une gauche active qui s'engage contre la présence de troupes étrangères et contre la militarisation.

(Applaudissements des rangs de la GAUCHE)

Nous disons qu'il n'y a qu'une seule solution : La Bundeswehr doit retirer ses troupes du Mali.

(Applaudissements des rangs de la GAUCHE)